CRC-070
2021-05-04
A. Martin

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Québec

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

TABLE DES MATIÈRES DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DEL'OPPOSITION OFFICIELLE

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G01	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021: a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
G04	Publicité sur internet	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G05	Conférences de presse, évenements	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
G06	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
G07	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
G08	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G09	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
G10	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
G11	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G12	Projets de développement informatique en infonuagique	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
G13	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I.a) au Québec; II.b) à l'extérieur du Québec.
G14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G15a	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
G15b	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
G15c	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
G15d	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : d) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
G15e	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail
G15f	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
G15g	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
G15h Non pertinente	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
G15i	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
G15j	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
G15k	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
G15l	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
G15m	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
G15n	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
G15o	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
G15p	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
G15q	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
G15r	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
G15s	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
G16a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2020-2021 seulement (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
G16b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G16c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
G16d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2020-2021 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
G17	Aux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
G18	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
G19	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
G20	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G21	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G22	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
G23	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
G24	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2021-2022.
G25	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2021-2022.
G26	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2021-2022.
G27	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
G28 Répondue par la G15j	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.
G29	Personnel rémunéré MO affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
G30	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G31	Abonnements Cabinet	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
G32	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
G33	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
G34 Répondue par la DG-08	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
G35	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régons et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
G36	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.
G37	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G38 Répondue par le SQRC	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
G39	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
G40	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
G41	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.
G42	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
G43	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
G44	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
G45	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G46	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
G47	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
G48	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés.
G49	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G50	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G51 Répondue par la SPN	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
G52 Répondue par la SPN	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
G53 Répondue par MTQ	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
G54 Répondue par MTQ	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
G55 Répondue par le MELCC	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
G56 Répondue par MERN	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
G57 Répondue par SPN	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
G58 Répondu par le MJQ	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
G59	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
G60	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G61	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G62 Non pertinente	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun : a) le sujet ;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
G63	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
G64 Non pertinente	Rencontres diverses	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.
G65 Non pertinente	Rencontres importantes - gouvernement	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les participants; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
G66	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.
G67	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
G68	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
G69 Non pertinente	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
G70 Répondu par le MIFI	Reconnaissance des acquis – personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021
G71	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G72	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
G73	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
G74	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens)
G75	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
G76	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
G77	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
G78	Plan d'action – Contre la violence conjugale, Agissons « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : Agissons « Contre la violence conjugale, Agissons ».
G79	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
G80	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
G81	Plan d'action pour la main d'œuvre	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
G82	Plan d'action – Un Québec pour tous les âges	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
G83	Occupation et vitalité des territoires 2018-2023	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020
G84	Plan d'action allègement règlementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G85	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.
G86	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
G87	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
G88	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.
G89	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
G90	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
G91	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
G92	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
G93	Stratégie maritime 2015-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
G94	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
G95	Statégie de développement de l'industrie Québécoise des produits forestiers 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023
G96	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020
G97	Plan pour une économie verte 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G98	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
G99	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.
G100	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec
G101 Non pertinente	Conciliation travail-famille	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
G102	Analyse différenciée selon les sexes	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)
G103	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
G104	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
G105	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
G106	Primes COVID-19	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
G107	Mises à pieds et non renouvellement de contrats-COVID-19	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
G108	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)
G109	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G110	Dépenses vidéo-conférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.
G111	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
G112	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
G113	Soutien employés santé mentale	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
G114	Matériel de protection individuel COVID-19	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.
G115	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
G116	Avis DNSP / INSPQ COVID-19	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
G117	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
G118	Plaintes du public COVID-19	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)
G119	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
G120	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020- 2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.
G121	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.
G122	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
G123	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021: a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
G124	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
G125 Non pertiente	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
G126	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
G127	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
G128	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués;

No questions	Sujet	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
		c) Rémunération totale déboursée.
G129 Non pertinente	Véhicules	Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.
G130	Actions et dépenses PACC 2020	Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.
G131	Rencontres – représentants autochtones	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.
G132	Analyse différenciée selon les sexes	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

Renseignements généraux

Question 1	**Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2020-2021 :** **a) les endroits et dates de départ et de retour;** **b) la copie des programmes et rapports de mission;** **c) les personnes rencontrées;** **d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);** **e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;** **f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;** **g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;** **- les détails de ces ententes;** **- les résultats obtenus à ce jour;** **h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;** **i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.** **j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.**

Réponse :

Aucun voyage hors Québec pour l'année financière 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 18)**. http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 2	**Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021:** **a) les raisons du déplacement;** **b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;** **c) les coûts ventilés;** **d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.** **e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 3	**Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :** **a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;** **b) les noms des firmes de publicité retenues;** **c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;** **e) le but visé par chaque dépense;** **f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;** **g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.**

Réponse :

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	BUT VISÉ	COÛT
Femmes en affaires – HEC Montréal	Commandite	Activités de réseautage et de sensibilisation du milieu des affaires	2 000 $
Réseau des femmes d'affaires du Québec	Commandite	Conférence Cap sur la réussite	1 000 $
Réseau des femmes d'affaires du Québec	Commandite	Prix Femmes d'affaires du Québec 2020	6 000 $
Conseil Québécois LGBT	Commandite	Gala Arc-en-ciel	250 $
L'Association de la francophonie à propos des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques	Commandite	Rédaction d'un manifeste positif	5 000 $
Le Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail	Commandite	40e anniversaire de l'organisme	2 500 $
Fondation Y des femmes	Commandite	27e édition du prix Femmes de mérite 2020	5 000 $
Gouvernance au féminin	Commandite	Panel virtuel portant sur l'épuisement professionnel chez les femmes en contexte de pandémie	5 000 $
Association francophone pour le savoir - ACFAS (Fondation de l'Université de Sherbrooke)	Commandite	88e Congrès annuel	2 000 $
Réseau Technoscience	Commandite	Bourse d'études Irma-Levasseur	1 000 $

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* **(art. 4 paragraphe 24)**. **http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/**

Question 4	**Liste des *dépenses* de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :** **a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;** **b) les noms des firmes de publicité retenues;** **c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;** **e) le but visé par chaque dépense;** **f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.** **Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.**

Réponse :

Aucune dépense de publicité en 2020-2021 effectuée spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.)

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 5	**Liste des *dépenses* pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :** **Par le cabinet ministériel :** **a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;** **b) le but visé par chaque dépense;** **c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;** **d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.** **Par le ministère ou l'organisme :** **e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;** **f) le but visé par chaque dépense;** **g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;** **h) si l'évènement s'est tenu virtuellement.** **Par un professionnel ou par une firme externe:** **i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;** **j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;** **k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);** **l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;** **m) le but visé par chaque dépense;** **n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;** **si l'évènement s'est tenu virtuellement.**

Réponse :

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÉNEMENT	MODE D'OCTROI	COÛT	BUT VISÉ
Remboursement de frais de déplacement aux finalistes, Les Impressions BourgRoyal	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2020	Gré à gré	2 377 $	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.
Accessibilité Québec, Pontbriand 9306-3238 Québec inc. Ronald Desmarais	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2021	Gré à gré	18 289 $	Tenue d'une activité de reconnaissance dans le cadre du Prix Égalité Thérèse-Casgrain visant à récompenser des projets réalisés par des organismes publics, parapublics, privés ou communautaires qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec.

Question 6	**La liste des dépenses en formation de communication :** **Organisée par le ministère ou l'organisme :** **a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;** **b) le but recherché par chaque dépense;** **c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;** **Données par un professionnel ou une firme externe :** **d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;** **e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;** **f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);** **g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;** **h) le but visé par chaque dépense;** **i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.**

Réponse :

Aucune dépense en formation de communication en 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphes 22 et 23)**. http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 7	**La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant:** **a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;** **b) le but visé par chaque dépense;** **c) la nature de la formation;** **d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;** **e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphes 22 et 23).** http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Renseignements généraux

Question 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant:
a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués;
d) la date d'octroi du contrat
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer

Réponse :

FOURNISSEUR	TOTAL
Association de la francophonie à propos des femmes en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques	5 000 $
Deschamps Impression	2 000 $
Fondation Y des femmes	5 000 $
Gouvernance au féminin	5 000 $
Pontbriand 9306-3238 Québec inc.	13 357 $
Réseau des femmes d'affaires du Québec	6 000 $

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Question 9	**Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :** **a) la liste des soumissions et le montant de chacune;** **b) la grille d'évaluation des soumissions;** **c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;** **d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;** **e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

Réponse :

Aucun appel d'offres public n'a été fait en 2020-2021.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: https://www.seao.ca/.

Question 10	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :** **a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;** **b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);** **c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;** **d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;** **e) une description de son mandat;** **f) la date de début de son contrat;** **g) la date prévue de fin de son contrat;** **h) sa rémunération annuelle.**

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 11	**Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :** **a) le nom du projet;** **b) la nature du projet;** **c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);** **d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;** **e) les plus récentes évaluations du coût du projet;** **f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;** **g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;** **h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;** **i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;** **j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;** **k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :** **- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;** **l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.** **m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI .**

Réponse :

Aucun projet informatique n'est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine.

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 $ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

Question 12	**Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :** **a) le nom du projet;** **b) la nature du projet;** **c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);** **d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;** **e) les plus récentes évaluations du coût du projet;** **f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;** **g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;** **h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;** **i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;** **j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;** **k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :** **- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;** **l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 11.

Question 13	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:** **a) la photocopie;** **b) le mobilier de bureau;** **c) l'ameublement;** **d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;** **e) le distributeur d'eau de source;** **f) le remboursement des frais de transport;** **g) le remboursement des frais d'hébergement;** **h) le remboursement des frais de repas;** **i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;** **j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :** **I. a) au Québec;** **II. b) à l'extérieur du Québec.**

Réponse :

2020-2021	SCF
PHOTOCOPIE	1 148 $
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 $
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 $
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0,00 $
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	102,25 $
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0 $
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	6 250 $*
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

*Ce montant inclut les coûts reliés à une formation offerte à l'ensemble des employés du Secrétariat à la condition féminine. 4 employés du Bureau de la sous-ministre associée pourront participer à cette formation.

Question 14	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :** **a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;** **b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;** **c) les coûts d'acquisition des appareils;** **d) le coût d'utilisation des appareils;** **e) le coût des contrats téléphoniques;** **f) les noms des fournisseurs;** **g) le nombre de minutes utilisées;** **h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;** **i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme** **j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.** **k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.**

Réponse :

	SCF
Le coût d'acquisition des appareils	0 $
Le coût d'utilisation des appareils	Inclus dans le coût des contrats
Le coût des contrats téléphoniques	1 542 $/annuel
Le coût des frais d'itinérance	0 $
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 $
Les coûts de résiliation	0 $

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 25).** http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 15	**Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 :** **a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;** **b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;** **c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;** **d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;** **e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :** **- le coût moyen par employé, selon la classe de travail;** **f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;** **g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;** **h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;** **i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;** **j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);** **k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;** **l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;** **m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);** **n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;** **o) le nombre d'employés permanents et temporaires;** **p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.** **q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;** **r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;** **s) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

Réponse :

a), b) Voir l'annexe A.

c), e), f) Voir l'annexe B.

d), g) Voir l'annexe C.

h) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) Voir l'annexe D.

k) Au 28 février 2021 : 4 employés ont un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.[1]

l) Au 28 février 2021 : Aucun employé n'avait un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il a accomplie.[2]

m) La réponse à cette question se trouve à la question 15 j).

n), o), p) Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

q) Le Secrétariat à la condition féminine n'a aboli aucun poste pour l'année 2020-2021.

r) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

s) Au 28 février 2021 : il y a 4 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine

---

[1] *Personnes désignées sur un emploi professionnel de complexité expert ou émérite.*
[2] *Employés hors échelle.*

Annexe A

Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel régulier masculin et féminin pour chacun des groupes cibles et par catégorie d'emploi au 28 février 2021

Catégories d'emplois	Groupes d'âge	Nombre total	Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Communautés culturelles visées		Anglophones		Autochtones	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Cadre et TES	Moins de 35 ans	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et plus	2	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%
	Sous-Total	2	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	50,0%
Professionnel	Moins de 35 ans	10	10	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et plus	11	10	90,9%	1	9,1%	0	0,0%	1	9,1%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	21	20	95,2%	1	4,8%	0	0,0%	1	4,8%	0	0,0%	0	0,0%
Technicien	Moins de 35 ans	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et plus	1	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	2	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau	Moins de 35 ans	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et plus	2	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	2	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Ouvrier	Moins de 35 ans	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	35 ans et plus	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	Sous-Total	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total		**27**	**26**	**96,3%**	**1**	**3,7%**	**0**	**0,0%**	**1**	**3,7%**	**0**	**0,0%**	**1**	**3,7%**

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances pris par le personnel cadre au 28 février 2021

Catégorie d'emploi : Cadre et TES

ANNÉE 2020-2021	
Jours de congé de maladie *	25,0

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2020-2021	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,0	2,0	4,0	10,0	12,0	8,0	0,0	0,0	5,0	9,0	2,0	0,0	52,0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de vacances pris ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel professionnel au 28 février 2021

Catégorie d'emploi : Professionnel

ANNÉE 2020-2021	
Jours de congé de maladie *	67,6

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2020-2021	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	3,0	0,0	34,0	94,5	132,2	42,0	4,5	7,1	46,7	13,6	8,5	8,0	394,2

ANNÉE 2020-2021	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	72,5
- payées, remboursées :	18,0
- compensées :	54,5

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel technicien au 28 février 2021

Catégorie d'emploi : Technicien

ANNÉE 2020-2021	
Jours de congé de maladie *	1,0

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2020-2021	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,0	0,0	10,0	10,0	10,0	5,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0	40,0

ANNÉE 2020-2021	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	0,0
- payées, remboursées :	0,0
- compensées :	0,0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe B

Nombre total de jours de maladie et de jours de vacances ainsi que le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel de bureau au 28 février 2021

Catégorie d'emploi : Personnel de bureau

ANNÉE 2020-2021	
Jours de congé de maladie *	103,6

RÉPARTITION MENSUELLE

ANNÉE 2020-2021	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Jours de vacances	0,0	2,0	0,0	4,0	11,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,0

ANNÉE 2010-2021	Total
Heures supplémentaires	
- réalisées :	5,0
- payées, remboursées :	0,0
- compensées :	5,0

***Maladie et invalidité longue durée (codes SAGIP 120, 246, 248)**
Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique

Annexe C

Répartition des réserves de congés de maladie et des jours de vacances au 28 février 2021

Catégories d'emplois	Réserve de congés de maladie	Nombre total	Réserve de jours de vacances	Nombre total
Cadre et TES	Moins de 10 jours	2	Moins de 10 jours	0
	10 à 50 jours	0	10 à 50 jours	2
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*2*	*Sous-Total*	*2*
Professionnel	Moins de 10 jours	3	Moins de 10 jours	15
	10 à 50 jours	13	10 à 50 jours	6
	50 à 100 jours	4	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	1	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*21*	*Sous-Total*	*21*
Technicien	Moins de 10 jours	0	Moins de 10 jours	1
	10 à 50 jours	2	10 à 50 jours	1
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*2*	*Sous-Total*	*2*
Personnel de bureau	Moins de 10 jours	1	Moins de 10 jours	2
	10 à 50 jours	1	10 à 50 jours	0
	50 à 100 jours	0	50 à 100 jours	0
	100 jours et plus	0	100 jours et plus	0
	Sous-Total	*2*	*Sous-Total*	*2*

Personnel, régulier et occasionnel, assujetti à la Loi sur la fonction publique
Exclut les réserves à zéro

Annexe D

Répartition des postes et de l'effectif, par catégorie d'emploi
au 28 février 2021

	Nombre d'effectifs réguliers en poste				
Régions administratives	**Cadres et TES**	**Professionnels**	**Techniciens**	**Personnel de bureau**	**Total**
Capitale-Nationale	2	21	2	2	27
Total	**2**	**21**	**2**	**2**	**27**

Personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique

Question 16	**Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de :** **a) le nombre de départs à la retraite incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;** **b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.** **c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.** **d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Réponse :

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2020-2021, seulement.

b) Aucun remplacement effectué en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

c) Référer à la réponse de la question 16 a).

d) Au cours de l'année 2020-2021, le Secrétariat à la condition féminine a engagé une personne retraitée de la fonction publique pour des contrats.

Question 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) le propriétaire de l'espace loué;
j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Réponse :

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2020	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
905, avenue Honoré-Mercier, 3e étage, Québec (Québec) G1R 5M6	187 970,93 $	740,03 m^2	0 $	20 ans	Groupe Mach
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				
	$				

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 18	**Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :** **a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;** **b) La valeur estimée de ceux-ci;** **c) Les coûts d'entretien annuel;** **d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 19	**Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 18.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Question 20	**Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :** **a) la ou les dates des travaux;** **b) les coûts;** **c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Question 21	**De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :** **a) les dates des travaux;** **b) les coûts;** **c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 20.

Question 22	**Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :** **a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;** **b) le titre de la fonction;** **c) l'adresse du port d'attache;** **d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;** **e) la prime de départ versée, le cas échéant;** **f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;** **g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;** **h) la description de tâches;** **i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;** **j) le nombre total d'employés au cabinet;** **k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;** **l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;** **m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.***

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Question 23	**Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :** **a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;** **b) la circonscription électorale;** **c) le montant attribué;** **d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).http://www.scf.gouv.qc.ca/footer/acces-a-linformation/acces-aux-documents/

Question 24	**Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :** **a) le nom de la personne;** **b) le poste occupé;** **c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;** **d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;** **e) la date de l'assignation hors structure;** **f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;** **g) les prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne compte aucun membre du personnel hors structure.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 25	**Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :** **a) le poste initial;** **b) le salaire;** **c) le poste actuel, s'il y a lieu;** **d) la date de la mise en disponibilité;** **e) les prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 26	**Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :** **a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);** **b) par catégorie d'âge;** **c) prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 27	**Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 15j.

Question 28	**Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne possède aucun bureau régional.

Question 29	**Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :** **a) le nom de la personne;** **b) le poste occupé et le nom de l'organisme;** **c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;** **d) l'assignation initiale;** **e) l'assignation actuelle;** **f) la date de l'assignation hors structure;** **g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine ne rémunère aucun effectif affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

Question 30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

FOURNISSEUR	COÛT ($)	DESCRIPTION
Le Devoir	285,53 $	Abonnement journalier
Messageries Dynamiques, Journal de Québec	253,24 $	Abonnement journalier
Québec Municipal	583,78 $	Bulletin d'information électronique
I.C.I. Influence communications inc.	7 348,13 $	Revue de presse

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Question 31	**Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :** a) **le coût de chacun;** b) **le fournisseur;** c) **la nature du service.** **Ventiler le montant total par catégories.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 30.

Renseignements généraux **Étude des crédits 2021-2022**

Question 32	**Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'évènements sportifs et culturels, les billets d'évènements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Réponse :

Aucune somme déboursée en 2020-2021 pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Question 33	**Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :** **a) le nom du site Web;** **b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;** **c) les coûts de construction du site;** **d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;** **e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);** **f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);** **g) la fréquence moyenne de mise à jour;** **h) le responsable du contenu sur le site;** **i) les noms de domaines réservés;** **j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.**

Réponse :

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.scf.gouv.qc.ca	
SUJETS	**DÉTAILS**
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été développé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine en collaboration avec DMR.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Nul pour 2020-2021
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	3 000 $
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 $
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Les mises à jour sont réalisées ponctuellement.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	Secrétariat à la condition féminine

Question 34	**Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :** **a) la liste;** **b) le nom de la personne;** **c) les mandats de chacune de ces personnes;** **d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;** **e) le résultat du travail effectué;** **f) les échéances prévues;** **g) les sommes impliquées.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 35	**Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :** **a) les régions et les villes visitées;** **b) les personnes rencontrées;** **c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;** **d) les raisons du déplacement;** **e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;** **f) les coûts ventilés;** **g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.**

Réponse :

Aucune somme déboursée en 2020-2021 pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec.

Question 36	**La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :** **a) le détail des mandats;** **b) le coût (déplacements, etc.);** **c) le nombre de ressources affectées;** **d) le nombre de rencontres;** **e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;** **f) l'objet;** **g) les dates.**

Réponse :

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Question 37	**Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 38	**La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 39	**Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 40	**L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.**

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et organismes.

Question 41	**Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 42	**Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

En 2020-2021, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a reçu trois sommes du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec pour les refuges pour femmes et les organismes d'aide aux victimes de violences sexuelles et de violence conjugale au Québec pour répondre à la pandémie COVID-19 (l'Accord). Les montants octroyés dans le cadre de l'Accord ont permis au SCF de financer plus de 300 organismes à ce jour pour que ceux-ci puissent adapter leurs services à la pandémie notamment pour du matériel de protection sanitaire, des ajustements technologiques pour favoriser l'intervention à distance, l'embauche de ressources pour pallier à l'augmentation des demandes d'aide. Le SCF a reçu un montant de 6 460 000 $ le 30 avril 2020, 2 300 000 $ le 17 juillet 2020 et 8 700 000 $ le 16 février 2021.

Question 43	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.**

Réponse :

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel du Secrétariat à la condition féminine.

Question 44	**Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

Réponse :

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Question 45	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Réponse :

Aucune prime de départ n'a été versée par le Secrétariat à la condition féminine en 2020-2021.

Question 46	**Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 47	**Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :** **a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;** **b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction ou de tâches.

Question 48	**Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :** **a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;** **b) fournir la liste des salaires versés.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Question 49	**La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 50	**Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 51	**Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 52	**Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévision pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 53	**Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question 54	**Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Question 55	**Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

Question 56	**Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

Question 57	**Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Question 58	**Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Question 59	**Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :** **a) la dépense totale (opération et capital);** **b) les grands dossiers en cours;** **c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;** **d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;** **e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

Réponse :

a)

	2020-2021
Logiciels ou licences	748 $
Matériel	0 $
Services professionnels	
➢ Interne	0 $
➢ Externe	0 $
➢ CSPQ (Gestion du poste de travail bureautique et hébergement des sites Web)	73 952 $
➢ CSPQ (Entretien et maintenance des sites Web)	0 $

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

c) Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

d) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

e) Référer à la réponse de la question 11.

Question 60	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 61	**Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 62	**Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :** **a) le sujet;** **b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;** **c) les coûts reliés à sa réalisation;** **d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.** **Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Question 63	**Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :** **a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;** **b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;** **c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.**

Réponse :

Aucune personne n’a bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle en 2020-2021.

Question 64	**La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 65	**Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :** **a) La date ;** **b) La nature ;** **c) Les participants ;** **d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, Capitale Nationale du Québec.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 66	**Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :** **a) La date;** **b) La nature;** **c) Les questions posées;** **d) Les réponses;** **e) La firme retenue;** **f) Les coûts.**

Réponse :

Abonnement au logiciel de sondage Survey Monkey	408 $

Question 67	**Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :** **a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;** **b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.**

Réponse :

Dans le cadre de la Campagne de sensibilisation pour contrer la violence en contexte de pandémie, volet exploitation sexuelle, le pourcentage des dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux est de 76 % pour un montant de 60 000 $.

Question 68	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

Question 69	**Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 70	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 71	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.**

Réponse :

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Question 72	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

Question 73	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de *l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question 74	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Question 75	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones

Question 76	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux

Question 77	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux

Question 78	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».**

Réponse :

Le Secrétariat à la condition féminine a déjà rendu public le document *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale – Suivi de la mise en œuvre des actions – État d'avancement au 30 septembre 2019*.

Il rendra à nouveau disponible l'avancement des actions en violence conjugale, incluant le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025,* au plus tard à l'été 2021.

Question 79	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Question 80	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 81	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Question 82	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 83	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.**

Réponse :

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Question 84	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 85	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Question 86	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 87	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 88	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 89	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 90	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 91	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 92	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 93	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

Question 94	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Question 95	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Question 96	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Question 97	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 98	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 99	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 100	**Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Question 101	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 102	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 103	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 104	**Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 105	**Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :** **a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;** **b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;** **c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 106	**Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

Question 107	**Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 108	**Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 109	**Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 110	**Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :** **a) Liste des contrats;** **b) Nom du fournisseur;** **c) Montant déboursé.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 111	**Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

Réponse :

La présidente du Conseil du trésor annonçait le 17 février dernier une compensation financière pour les employés effectuant du télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire.

Aucun remboursement aux employés n'a été effectué en date du 28 février 2021. La consigne visant la compensation financière aux employés a été transmise aux employés le 4 mars 2021. La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire (date indéterminée à ce jour).

Question 112	**Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 113	**Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :** **a) Les sommes dépensées;** **b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)** **c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

Réponse :

a) Le Secrétariat à la condition féminine n'a eu aucune dépense pour ces mesures puisque celles-ci sont assumées centralement par le Ministère. Les montants attribués à ces mesures sont inscrits à la réponse de la QG-15 de celui-ci.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

c) Le Secrétariat à la condition féminine n'a eu aucune dépense spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale puisque celles-ci sont assumées centralement par le Ministère. Les montants attribués à ces mesures sont inscrits à la réponse de la QG-15 de celui-ci.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 114	**Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :** **a) Total des dépenses réalisées;** **b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);** **c) Liste des fournisseurs retenus;** **d) Coûts d'installation;** **e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;** **f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.**

Réponse :

Les dépenses réalisées en 2020-2021 pour du matériel de protection individuel par le Secrétariat à la condition féminine totalise 169,89 $ pour l'acquisition de lingettes désinfectantes. Ces items ont été achetés chez Staples Avantage Affaires. Aucun autre équipement n'a été acheté.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 115	**Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :** **a) Le total des sommes dépensées;** **b) Le nom des fournisseurs retenus;** **c) La liste des contrats.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 116	**Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de Santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 117	**Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.**

Réponse :

Aucun coût en 2020-2021 pour la mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST.

Question 118	**Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19 (précisez le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 119	**Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 120	**Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :** **a) le nombre d'autorisations;** **b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;** **c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;** **d) le montant accordé;** **e) les motifs de la demande;**

Réponse :

Aucun contrat octroyé par le Secrétariat à la condition féminine n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Question 121	**Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :** **a) Le nom du professionnel ou de la firme;** **b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);** **c) Le coût;** **d) L'état de prestation des services;** **e) L'échéancier.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question 122	**Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :** **a) les noms du professionnel ou de la firme;** **b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);** **c) le coût;** **d) l'échéancier;** **e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 8.

Question 123

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :

a) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

Question 124 **La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.**

Réponse :

1. Comités interministériels coordonnés, présidés ou coprésidés par le Secrétariat à la condition féminine

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MES, MEQ, MTESS, SAA, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC, CNESST.	2 rencontres et rencontres bilatérales
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violences sexuelles	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans la Stratégie gouvernementale en matière de violences sexuelles et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de cette stratégie.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MES, MEQ, MTESS, SAA, MFA, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCC, CNESST.	2 rencontres et rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière de violence conjugale.	CSF, SCF, MJQ, MFA, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, MCE (SAJ), SHQ.	1 rencontre et rencontres bilatérales
Comité interministériel de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s en matière de violence conjugale – Volet autochtone : violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits	Assurer les travaux d'élaboration de nouvelles actions en matière de violence conjugale et familiale pour les Premières Nations et les Inuits.	SCF, SAA, MEES, MJQ, MSP, MTESS, DPCP, MSSS (SA), SHQ, MAMH MCE (SAJ), MFA	1 rencontre

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale	Favoriser la concertation, la collaboration et l'échange d'information entre les ministères et organismes engagés dans le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale* 2018-2023 et dans le *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes* et contribuer au suivi et à la reddition de comptes de ces plans d'action.	CSF, SCF, MJQ, MSSS, MSP, MES, MEQ MTESS, SAA, FAMILLE, MIFI, MAMH, DPCP, OPHQ, SAJ, SHQ.	2 rencontre et rencontres bilatérales
Comité interministériel ad hoc de niveau directeur pour l'élaboration du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*	Assurer une concertation de niveau décisionnel en vue de l'élaboration de nouvelles actions gouvernementales en matière de violence conjugale en complément du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.	SCF, MJQ, MSP, MSSS, FAMILLE, DPCP, SHQ	Directeur et professionnel 2 rencontres et rencontres bilatérales
Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires	Assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égalitaires. Assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux. Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les lieux d'éducation.	SCF, MEQ, MSSS, MFA, MCE (SAJ), MIFI, BLCH.	1 rencontre

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Table des partenaires femmes et politique municipale	Assurer la concertation entre les intervenants qui réalisent des initiatives favorisant la participation des femmes à la politique municipale québécoise.	SCF, MAMH, UMQ, FQM, Élections Québec, CSF, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Conseil des Montréalaises, Ville de Montréal.	2 rencontres
Comité femmes autochtones	Le SCF et le SAA se sont engagés dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (PAGDSPNI) à « mettre en place un comité de travail Femmes autochtones, œuvrant en matière de violences sexuelles, d'égalité entre les femmes et les hommes et de violence conjugale et familiale en vue de prioriser des actions structurantes pour les femmes autochtones »	SAA, SCF, MJQ, MEQ, MSP, MSSS, MFA, Association des femmes cries de Eeyou Istchee, Association des femmes inuit du Nunavik Saturviit, Association des Inuit du sud du Québec, Collectif Femmes Autochtones, Leadership Gouvernance, Cercle de femmes élues de l'APNQL, Femmes autochtones Québec (FAQ), Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	2 rencontres du comité et 1 rencontre de travail en sous-groupe
Comité d'orientation de projet pour l'Enquête populationnelle en violence conjugale	Conseiller l'ISQ et le SCF sur des aspects de contenu de l'enquête populationnelle et formuler des recommandations sur des éléments bien précis tels que le questionnaire d'enquête, les indicateurs, la construction des échelles de mesure, etc.	SCF, ISQ, MSSS, MJQ, MSP, INSPQ, MES.	2 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité de suivi élargi du programme *Empreinte, agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel*	Appuyer le déploiement du programme Empreinte et travailler en vue d'assurer sa pérennité.	SCF, RQCALACS et 5 CALACS, MCE (SAJ), MSSS, MEQ, MJQ, MSP.	1 rencontre
Comité consultatif en ADS	Les travaux du Comité consultatif permettront de tirer des enseignements d'un état des lieux de l'ADS au gouvernement du Québec, d'intégrer à l'approche ADS une perspective intersectionnelle et de proposer des pistes de solution permettant de pérenniser le recours à l'ADS dans l'appareil gouvernemental	Les membres du Comité consultatif en ADS ont été choisis pour leur expertise en matière d'ADS, d'intersectionnalité ou pour leur connaissance fine de divers facteurs de vulnérabilité, et sont issus de divers paliers gouvernementaux (municipal, fédéral et provincial), du milieu de la recherche et d'organisme communautaire.	1 rencontre
Comité interministériel ad hoc pour l'élaboration du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*	Élaborer un plan d'action en réponse à la pandémie de COVID-19, afin d'atténuer certains impacts de la pandémie sur les femmes ou de répondre à des besoins s'étant aggravés pendant la crise sanitaire.	SCF, MEQ, MFA, MSSS, MEI, CDPDJ, CSF, SHQ, MTESS, MIFI, SCT.	4 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité d'évaluation dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 et de le de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	Émettre son avis à certaines étapes de la démarche évaluative, notamment en ce qui concerne le cadre d'évaluation, les outils de collecte de données et le rapport d'évaluation. Le comité est consultatif et ses travaux serviront à répondre à la demande du SCT en lien avec l'évaluation de la Stratégie	SCF, MEQ, MTESS	2 rencontres
Groupe de travail sur l'aide et le soutien aux personnes en situation de prostitution	Favoriser, de façon collaborative et concertée, la réponse gouvernementale aux enjeux rencontrés par les personnes en situation de prostitution, particulièrement celles désirant en sortir, et par les organismes qui leur viennent en aide, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19.	SCF, MEES, MSSS, MSP, MTESS	3 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

2. Comités interministériels coordonnés par un autre ministère ou organisme

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer le suivi du *Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale*, et également la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Travaux d'élaboration du prochain plan de lutte à la pauvreté.	MAMH, MEI, MFQ, MEES, MIDI, MJQ, MRN, MSSS, MTQ, MTESS, MCE (SAA), SHQ, SCF.	1 rencontre
Comité interministériel sur l'action communautaire (CIAC)	Participer, en collaboration avec le SACAIS, aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique. À l'automne 2020, les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC) ont été amorcés dans le cadre du CIAC. Le PAGAC vise, entre autres, à augmenter le soutien octroyé à la mission globale aux organismes en action communautaire.	Tous les MO attribuant des subventions aux organismes communautaires.	7 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Table gouvernementale aux affaires territoriales (TGAT)	La TGAT est instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Elle agit à l'échelle nationale. Cette Table a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	MAMH, MAPAQ, MCC. MEI, MERN, MFA, MEQ et MES, MFFP, Hydro-Québec, MIFI, MSSS, SCF. Secrétariat à la Capitale-National, SCT, SAJ, MSSS (SA), MSP, SAA, Société des traversiers du Québec, Société du Plan Nord, MTQ, MTESS, Tourisme, MJQ, SHQ, Sépaq, Investissement Québec, Finances, MELCC, Conseil des arts et des lettres du Québec, CSPQ.	4 rencontres
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC), les sous-ministres adjoints ou associés, secrétaires adjoints ou associés et les vice-présidents des ministères et organismes gouvernementaux ont été appelés à établir les grandes orientations concernant les travaux d'élaboration du PAGAC et à faire le lien avec les autorités des ministères et organismes participants.	Ministères et organismes gouvernementaux concernés par les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental	2 rencontres
Table interministérielle en itinérance	Participer à l'élaboration du prochain plan d'action 2020-2025. Agir à titre de comité de suivi des plans d'action interministériel en itinérance 2015-2020 et 2021-2026. Favoriser l'implantation des plans d'action 2015-2020 et 2021-2026.	Coordination : MSSS Membres : SHQ, MEQ, MES, MIFI, SAA, MTESS, SAJ, MJQ, MAMH, MSP, SCF, RAMQ, DPCP.	1 rencontre

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. Membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité interministériel pour la révision du salaire minimum	Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relatives à l'évolution du salaire minimum et réviser annuellement le salaire minimum au Québec.	MFQ, SCF, CNESST, MTESS, MEI.	1 rencontre
Comité de coordination interministérielle du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Assurer la mise en œuvre et du suivi du premier *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.*	SAA, SCF, MSSS, MESS, MTESS, SAIC, CCQ, MAMH, MCC, MEI, MFA, SHQ, MJQ, MCE (SAJ), MSP.	2 rencontres
Réseau interministériel de répondantes et répondants de *la Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 Ensemble, nous sommes le Québec*	Favoriser le partage d'information et l'instauration de collaboration optimale entre les ministères et organismes concernés, notamment pour le suivi de la mise en œuvre de la *Stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021*.	MRIF, SCT, MFA, MJQ, DPCP, SES, SAJ, MCC, SCF, MTESS, MEES, MSSS, CDPDJ, MEI, SPL, MAMH, MSP, Finances	1 rencontre
Comité interministériel sur les droits de la personne	Le Comité interministériel sur les droits de la personne constitue le principal mécanisme de consultation et de concertation des ministères et organismes québécois pour le respect et le suivi des engagements internationaux du Québec en matière de droits de la personne, ainsi que pour la protection et la promotion de ces droits sur la scène internationale. Il vise ainsi à renforcer le positionnement du gouvernement du Québec dans ce secteur d'activités en améliorant à la fois la cohérence, la portée et la pertinence de son action.	MEES, MFA, MIFI, MJQ, MSSS, MSP, MRIF, MTESS, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC	3 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Groupe de travail visant à assurer le suivi des travaux des commissions d'enquêtes autochtones au Québec	Coordonné par le MJQ et le SAA, le mandat de ce groupe de travail consiste à assurer le suivi des travaux de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, ainsi que le suivi des travaux de l'Enquête nationale sur les femmes autochtones disparues et assassinées. Il permet notamment de coordonner la collaboration du gouvernement du Québec à ces commissions d'enquête.	SCF, MJQ, SAA, MSSS, MSP. MEES, MTESS, SHQ, DPCP, MCC	1 rencontre et plusieurs rencontres en bilatéral avec le SAA
Comité interministériel *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2023*	Effectuer le suivi de la mise en œuvre des mesures figurant au *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022.* Le SCF n'a aucune mesure inscrite dans ce plan, toutefois il contribue au Comité entre autres par son expertise en ADS.	BLCHT (MJQ), SCF, DEC, SAA, MEI, MSSS, Secrétariat aux aînés, MSP, MRIF, MEES, Famille, MIFI, MTESS, MAMH, SAJ	2 rencontres
Comité interministériel *Plan d'action concerté pour prévenir et lutter contre l'intimidation 2015-2018*	Élaborer le prochain plan d'action en proposant des nouvelles mesures. Le SCF est porteur d'une action phare du Plan : *Informer la population sur les conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes, notamment celles qui prennent la parole dans l'espace public, et sur les recours légaux possibles pour les victimes.* Il est également collaborateur de plusieurs autres actions qui concernent notamment le partage non consensuel d'images intimes.	BLCHT, SCF, Secrétariat du travail (MTEES), SAJ, Famille, MEQ, MES, MSSS, DPCP, MJQ, MSP, MIFI, MAMH, CNESST, SAA, OPHQ, SCG	2 rencontres
Comité de suivi de l'Action concertée - *Mieux comprendre la violence verbale et indirecte entre les jeunes filles*.	Comprendre et suivre le déroulement de la recherche issue d'une action de la Stratégie Égalité (action R2) et prendre connaissance des résultats en cours de processus. Échanger sur le déroulement de la recherche et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'ils doivent faire en cours de route. Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet.	FRQ, MEQ, MSSS, BLHT, MFA, SAJ	1 rencontre

Question 124 **Suite**

Réponse :

	Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances.		
Comité de suivi de l'Action concertée – *Les besoins de soutien communautaire des personnes vivant en logement subventionné*	Comprendre et suivre le déroulement de la recherche et prendre connaissance des résultats en cours de processus. Échanger sur le déroulement de la recherche et, au besoin, soutenir les équipes de recherche dans les choix qu'ils doivent faire en cours de route. Contribuer à réduire ou contourner les difficultés qui se présentent en cours de réalisation du projet. Préparer le terrain pour améliorer le potentiel de retombées du projet et envisager, dès les premiers résultats, des moyens pour favoriser le transfert des connaissances.	FRQ, SHQ, MSSS, FOHM, ROC03, ROHQ, OMHQ, SCF, MIFI, Famille, SAA	1 rencontre
Comité interministériel jeunesse	Faire part des orientations, de la démarche et des étapes à venir concernant l'élaboration de la prochaine Stratégie d'action jeunesse.	MAPAQ, MCC, MEES, MDDEP, Finances, MIFI, MRIF, MSP, MSSS, MTQ, CNESST, MCE, MAMH, MEI, MFA, MTESS, SCT	1 rencontre
Comité interministériel sur le plan d'action priorité jeunesse	Favoriser la concertation des acteurs gouvernementaux concernés par les enjeux jeunesse de l'arrondissement de Montréal-Nord. Plus particulièrement, il vise à établir des liens, faire circuler l'information pertinente et connaître les besoins partenariaux et financiers liés à la mise en œuvre du Plan d'action Priorité jeunesse depuis 2017. Comité est piloté par le Secrétariat à la région métropolitaine du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.	Arrondissement de Montréal-Nord Table de quartier de Montréal-Nord Table de concertation jeunesse de Montréal-Nord, Concertation petite enfance-famille de Montréal-Nord MTEES, MCC, MIFI, MSP, MAMH, SCF	1 rencontre

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi – incluant la représentation des femmes dans les métiers et professions majoritairement masculins (dont les professions scientifiques et technologiques) et la représentation des hommes dans les métiers et professions majoritairement féminins.	SCF, MEI, MEES, MTESS, MTESS, MTQ, MAPAQ, MSSS, MFFP, MELCC, MERN, MCC, MFA, MCE (SAJ)	3 rencontres
Sous-comité « nouveau bassin de main-d'œuvre : immigration et femmes » de la Table de concertation en adéquation formation-emploi de la filière de l'aluminium	Prévoir la mise en place d'initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans les domaines en demande de la filière aluminium et favoriser la mixité en emploi.	MTESS (responsable), MIFI, SCF, Rio Tinto	2 rencontres
Comité ad hoc sur le sextage et le partage non consensuel d'images intimes	Élaborer un outil commun à destination des écoles concernant la question du sextage et du partage non consensuel d'images intimes (action 29 du Plan violence conjugale). Établir le portrait de l'action gouvernementale sur le sujet afin d'assurer une complémentarité et une cohérence.	Comité co-coordonné par le SCF et le MEQ, réunissant : MSP, MJQ, DPCP, MFA, MES	2 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité de coordination interministérielle sur le suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, déposé en décembre 2020.	DPCP, Famille, MAMH, MEQ, MES, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MTO, MTESS, SCG, SAA, SCF, SQRC, SHQ	2 rencontres
Comité de travail sur l'aide et le soutien aux personnes dans le besoin	Ce comité a été mis en place en mars 2020 dans le cadre de la pandémie de COVID-19 afin d'assurer une réponse aux besoins de groupes de population plus vulnérables en raison de la crise sanitaire.	MSP, MCC, MAPAQ, MFA, MFQ, MEES, SCF, MAMH, MSSS, SHQ, MTESS	4 rencontres
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits - Comité technique	Coordonné par le SAA, ce comité a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik, afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des Nunavimmiut.	MJQ, MSSS, MSP, MEES, MAMH, MFA, MTESS, MESI, SAJ, SHQ, SPN, SCF. MCC.	2 rencontres (octobre et décembre 2020)

Question 124 **Suite**

Réponse :

3. Autres comités

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2020-2021
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine (rencontres ministérielles)	Échanger des connaissances et de l'information dans le but de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes de différents horizons, y compris entre les filles et les garçons. Entreprendre des initiatives conjointes qui font consensus parmi les membres en vue de faire progresser la situation des femmes et des filles.	Canada, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut.	2 rencontres
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine (rencontres de hautes fonctionnaires)	Conseiller les ministres et leur recommander les domaines d'action prioritaires. Élaborer un plan stratégique pour cerner les éléments et les activités d'intérêt commun, notamment en mettant activement en avant des dossiers et des initiatives qui auront un écho dans tout le pays, qui sont d'actualité et qui ont une incidence sur les femmes.	Canada, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-Britannique, Île-du-Prince Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve et Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut.	13 rencontres
Réseau des responsables d'unités de relations canadiennes (rencontres professionnelles)	Le Réseau des responsables d'unités de relations canadiennes est coordonné par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. Il regroupe les représentantes et représentants chargés des relations canadiennes de tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Il permet d'assurer la coordination de l'action du gouvernement du Québec à l'échelle intergouvernementale et favorise le partage d'information entre les professionnels concernés.	SQRC, MSSS, SCF, MEI, MTESS, MFQ, MAMH, MAPAQ, MJQ, MSP, MIFI, MCC, MES, MEQ, Retraite Québec, MTO, MFFP, MELCC, MFA, SAA	5 rencontres

Question 124 **Suite**

Réponse :

Comité	A. Mandat	B. membres	C. Rencontres 2020-2021
Comité de travail sur la violence conjugale	Assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.	Il est composé de plusieurs ministères et organisations partenaires[1].	1 rencontre
Rencontres statutaires « États de situations des maisons d'hébergement »	Assurer une bonne communication entre les organismes d'aide aux victimes de violence conjugale et le gouvernement au sujet des enjeux reliés à la pandémie.	SCF, MSSS, Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, SOS violence conjugale.	Plus d'une vingtaine

[1] À cœur d'hommes; Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape; Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement; Bouclier d'Athéna; BLCH-MJQ; Bureau du coroner; Centre de Solidarité Lesbienne; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal; Commission des libérations conditionnelles; CSF; DPCP; École nationale de police du Québec; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes; INSPQ; L'R des centres de femmes du Québec; FAMILLE; MJQ; MSSS; MSP; MEQ; MES; MIFI; MAMH; MTESS; Native Women Shelter; OPHQ; Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale; Réseau des CAVAC; SCF; SAJ; SAA; SA-MSSS; SHQ; SOS violence conjugale; SPVM; SPVQ; Sûreté du Québec; Table Carrefour violence conjugale Québec-métro; Table de concertation en violence conjugale de Montréal; Université de Montréal – Trajetvi; Université d'Ottawa – École de service social; Université Laval - Équipe de recherche en violence conjugale.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 125	**Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 126	**Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).**

Réponse :

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

Question 127	**Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**

Réponse :

Référer à la réponse de la question 15m.

Question 128	**Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.** **a) Nombre de stagiaires reçus;** **b) Heures de stages effectués;** **c) Rémunération totale déboursée.**

Réponse :

a) En date du 28 février 2021, le Secrétariat à la condition féminine a reçu deux stagiaires.
b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
c) En date du 28 février 2021, le Secrétariat à la condition féminine a déboursé une rémunération totale de 4 747,05 $.

Question 129	**Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :** **a) nombre total de véhicules;** **b) le type de véhicules;** **c) le nombre de véhicules hybrides;** **d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;** **e) le nombre de véhicules électriques.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'études des crédits.

Renseignements généraux — Étude des crédits 2021-2022

Question 130	**Veuillez fournie une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :** **a) Les sommes dépensées pour chaque action;** **b) Le nombre d'ETC. dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.**

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Question 131	**Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.**

Réponse :

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question 132	**Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC. ou le montant du contrat octroyé.**

Réponse :

En 2020-2021, l'accompagnement du Secrétariat à la condition féminine (SCF) en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, pour la mise en œuvre et pour le suivi et l'évaluation de projets gouvernementaux suivants :

- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)*;*
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées 2017-2022* (Secrétariat aux aînés);
- Réforme du droit de la famille (ministère de la Justice – en cours d'élaboration).
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2021-2026 (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – en cours d'élaboration).*

Québec